



**HAL**  
open science

## Les élections municipales à Saint-Malo. Polarisation politique et identité locale

Raymonde Séchet

► **To cite this version:**

Raymonde Séchet. Les élections municipales à Saint-Malo. Polarisation politique et identité locale. collectif. L'Ouest politique 75 ans après Siegfried, Centre de publications de l'université de Caen, pp.199-209, 1987, Géographie sociale 6. halshs-00768686

**HAL Id: halshs-00768686**

**<https://shs.hal.science/halshs-00768686>**

Submitted on 7 Feb 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LES ELECTIONS MUNICIPALES A SAINT-MALO

### Polarisation politique et identité locale

Raymonde SECHET-POISSON  
Université de Caen  
UA 915 CNRS

"La plus jeune ville de France vient de naître. Pleine d'espérance, riche d'un prestigieux héritage, elle doit réaliser les ambitions des trois villes qui la composent : Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé"<sup>1</sup>. Le regroupement des trois villes a animé le débat politique local dès la fin de la guerre.

Le décret d'unification est adopté le 26 octobre 1967, exemple unique en France de regroupement de trois communes urbaines de taille comparable. Cette date inaugure une histoire municipale mouvementée où se mêlent répercussions des grands débats nationaux, rivalités de personnes et de partis, affirmation de l'orgueil local.

#### Une histoire mouvementée

Des élections municipales ont lieu le 26 novembre 1967. Y. Bourges, alors secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, abandonne la mairie de Dinard : "pour faire de la seconde ville du département la véritable capitale régionale dont la Côte d'Emeraude et l'arrière-pays ont le plus impérieux besoin" il faut "une municipalité entraînée par une personnalité régionale et nationale dont on ne saurait contester l'audience"<sup>2</sup>. A la surprise des instances nationales, il est largement battu par la liste conduite par M. Planchet, conseiller général et maire de Saint-Servan depuis 1964, qui a rallié sur son nom tous les antigaullistes à l'exception du PCF qui présente sa propre liste.

En 1971, comme en 1967, trois listes sont en présence : E. Pinçon, conseiller général apolitique, regroupe autour de lui, dans une liste d'union et d'action pour la prospérité de Saint-Malo, un certain nombre d'hommes et de femmes déjà candidats en 1967 aux côtés d'Y. Bourges. Le PCF présente une liste pour une gestion sociale, moderne et démocratique de Saint-Malo. La liste conduite par M. Planchet avec 23 de ses anciens adjoints et conseillers est reconduite dans ses fonctions dès le premier tour du scrutin.

(1) Y. BOURGES, 1967. Pour cette étude, ont été exploités : les professions de foi des différents candidats, les dossiers du service "élections" de la mairie de Saint-Malo, la page Saint-Malo de *Ouest-France, l'histoire de Saint-Malo et du Pays malouin*, éditions Privat, 1979.

(2) Y. BOURGES, 1967.

Le maire, dont l'autorité est contestée dès 1972, est démissionné d'office par un arrêt de la Cour de cassation en octobre 1976 et, le 17 novembre, un décret de dissolution du conseil municipal est adopté en conseil des ministres. Alors que les membres du conseil municipal dissout déposent un recours auprès du Conseil d'Etat, une délégation spéciale est mise en place. Le 23 décembre, le Conseil d'Etat décide de surseoir à la dissolution du conseil municipal de Saint-Malo qui est rétabli dans ses fonctions le 14 janvier 1977.

L'annulation du décret de dissolution marque le coup d'envoi de la campagne pour les municipales de mars, une campagne qui se déroule dans un climat particulier de mobilisation sociale. Depuis le 15 décembre 1975, date de la liquidation de biens de la SICCNA qui employait 450 salariés, les syndicats conduisent une action ferme et continue en bénéficiant d'un large soutien dans toute la Bretagne. Pour le scrutin du 11 mars, quatre listes sont en présence : une liste d'union pour le développement et la prospérité de Saint-Malo conduite par F. Debonnet, cadre supérieur aux usines Citroën de Rennes, et qui comporte des membres des précédentes listes Pinçon et Bourges ; une liste Action-Gestion-Information-Réalisation pour Saint-Malo conduite par B. Mousson qui se dit "libre de tout parti", même si "Valéry Giscard d'Estaing l'a tout de suite intéressé"<sup>3</sup>, une liste d'action conduite par M. A. Réhel compte dans ses rangs vingt-deux membres du conseil rétabli dans ses fonctions le 14 janvier ; une liste d'Union de la Gauche regroupe des membres du PS, du PCF, du MRG et de l'Union Démocratique Bretonne.

Temps ou hommes nouveaux : pour la première fois à Saint-Malo, il y a ballotage à l'issue du premier tour de scrutin. L'Union de la Gauche va profiter des divisions de la Droite (MM. Réhel et Debonnet maintiennent tous deux leur candidature), d'une plus forte participation et des retombées nationales du raz-de-marée socialiste du premier tour : le 28 mars, 98 voix font la différence à Saint-Malo où L. Chopier l'emporte avec 40,20 % des suffrages exprimés : sans doute l'une des victoires les plus inespérées pour les partis de l'Union de la Gauche (le même jour, un socialiste est élu conseiller général avec moins de 35 % des voix).

Cette élection ne met pas un terme à l'effervescence politique locale. Le 5 avril 1978, les élections sont annulées par cause d'inéligibilité de l'un des candidats. Pendant qu'une délégation provisoire gère les affaires municipales, les acteurs du futur scrutin se mobilisent. MM. Réhel et Mousson unissent leurs ambitions dans une liste conduite par L. Cotteret. M. Debonnet précise : "La confiance très large qui a été exprimée à notre liste voici un an me fait un devoir d'agir"<sup>4</sup>. Le 15 avril, le Parti Socialiste et L. Chopier font savoir que "la reconduction de la liste sortante n'est pas la solution la plus juste". Au total, cinq listes sont engagées dans la bataille pour conquérir le bureau du maire qui "dans ses murs de granit figure parmi les plus beaux de France"<sup>5</sup>.

Le 21 mai, avec 41,7 % des suffrages exprimés, la liste Chopier améliore le score obtenu par l'Union de la Gauche en 1977 et les listes se réclamant clairement de la Gauche dépassent 50 % des voix. Pour le second tour, le PC et l'UDB se désistent en faveur de L. Chopier ; L. Cotteret se retire sans consignes de vote ; Y. Bourges appelle à voter pour la liste Debonnet. Le 28 mai, la liste Chopier obtient un très large succès (57,3 % des suffrages exprimés), auquel les commenta-

(3) *Ouest-France*, 31 janvier 1977.

(4) *Ibid.*, 07 avril 1978.

(5) *Ibid.*, 16 mai 1978.

teurs trouvent quatre explications : "Premièrement, l'élimination des communistes de la liste sortante. Une tranche hésitante de l'électorat malouin s'est prononcée plus ouvertement... Deuxièmement, M. Chopier a certainement aussi bénéficié d'un fort report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur la liste centriste de M. Cotteret. Troisièmement, l'annulation de l'élection municipale est apparue dans une grande partie de l'opinion publique comme étant injuste. Enfin, M. Louis Chopier, au cours de son mandat d'une année, a donné l'image d'un gestionnaire rigoureux. Il en récolte aujourd'hui les fruits"<sup>6</sup>.

La désunion dans la Gauche malouine se perpétue en 1983. Deux listes incarnent la nouvelle majorité présidentielle : l'une est emmenée par L. Chopier avec la participation de l'UDB ; l'autre est présentée, avec l'appui du mouvement des Démocrates, par le Parti Communiste. D'autre part, J. Lempereur a rendu publique sa candidature dès septembre 1982 en précisant qu'il s'agira d'une liste d'opposition "sans aucune exclusive"<sup>7</sup>. M. Planchet qui est réapparu sur la scène politique locale à la faveur des cantonales de 1982 conduit avec M. Couanau une liste d'action municipale "en dehors de toute appartenance politique"<sup>8</sup>.

Au premier tour, L. Chopier fait mieux qu'en 1977 (41,1 % des suffrages exprimés). Le ballottage lui est pourtant défavorable : le PC, renforcé par les jobéristes, dépasse tout juste la barre des 5 % (8,4 % en 1978) et, surtout, ne donne aucune consigne de vote pour le second tour. L. Chopier choisit de présenter au second tour la même liste qu'au premier. Le PCF peut alors parler "d'attitude anti-unitaire, suicidaire pour la Gauche"<sup>9</sup>. Et, deuxième cause d'échec, pour la première fois depuis 1967 et avec le scrutin de listes bloquées, les deux listes du Centre et de la Droite fusionnent pour le second tour (M. Planchet prendra avec lui 15 membres de la liste Lempereur). Même si, entre son résultat théorique du premier tour et son résultat final, L. Chopier a progressé de 906 voix, il n'a finalement obtenu que 48 % des suffrages exprimés (8 élus pour la liste d'union démocratique malouine) contre près de 52 % (35 élus) pour la liste d'action municipale.

### Saint-Malo au rythme national

Dans ses grandes phases, l'histoire municipale de Saint-Malo est conforme aux rythmes nationaux. Jusqu'en 1969, les faiblesses de la Gauche, amoindrie à la base par l'attraction du gaullisme sur une partie de son électorat traditionnel et divisée au niveau des états-majors, rendent possible l'existence d'une troisième force, un centrisme d'opposition incarné au niveau national par A. Poher (43 % des voix au second tour des présidentielles en 1969) et au niveau local par la municipalité élue en 1967 et 1971. Celle-ci entend se placer dans l'opposition au gaullisme représenté ici par Y. Bourges : il importe que "la politique proprement dite ne règne ni ne gouverne à l'Hôtel de ville... Il serait naïf de croire que la possession précaire d'un strapontin ministériel suffit... On n'a que faire d'un factotum. Tout progrès humain résulte de l'ardeur à entreprendre, à bâtir, à mettre en oeuvre"<sup>10</sup>.

(6) *Ibid.*, 29 mai 1978.

(7) *Ibid.*, 19 janvier 1983.

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*, 10 mars 1983.

(10) M. PLANCHET, 1967.

La montée de la Gauche après la signature du programme commun en 1972 et le rétrécissement du gaullisme à la Droite (concrétisé par la naissance du RPR en décembre 1976) accélèrent le processus de bipolarisation de la vie politique. Dans les mairies cette bipolarisation est réalisée en deux étapes.

Proche de la victoire aux présidentielles de 1974, la Gauche triomphe aux municipales de 1977. La Gauche malouine a constitué "une liste politique qui ose le dire" dans une perspective nationale "car nous savons très bien que pour un véritable changement il faut aussi un changement de régime. En ce sens, les municipales constituent la première marche d'une prise de conscience nationale"<sup>11</sup>. Par contre, M. A. Réhel précise : "Nous nous défendons d'appartenir à la majorité dont nous avons largement battu les représentants, M. Bourges en 1967, M. Pinçon en 1971"<sup>12</sup>.

La rupture de l'Union de la Gauche a des retombées locales en 1978 : pour la fédération départementale du Parti Communiste, "l'attitude de la section du PS, la venue de F. Mitterrand, le fait de déclarer que ces élections seront un "test national" semblent indiquer le renoncement à la politique d'union de la Gauche"<sup>13</sup>.

La victoire socialiste en 1981 marque une rupture après plus de vingt ans d'une majorité qui s'était toujours réclamée du gaullisme. Cependant, les tensions entre le PS et le PC, la situation économique et financière, l'esprit de revanche inhérent à la polarisation expliquent la politisation exceptionnelle du scrutin municipal de 1983. A Saint-Malo, le PCF dépose sa liste le jour même où L. Fabius vient soutenir L. Chopier. En 1977, les grands vaincus de la polarisation ont été les candidats apolitiques qui se présentaient sous des étiquettes du genre "action locale" ou "défense des intérêts locaux". En 1983, la polarisation est achevée. Pour le RPR, la signification nationale des élections municipales l'emporte sur la dimension locale : "Parce que la majorité nationale ne se gagne qu'à partir des majorités locales, c'est de notre victoire que pourra naître un nouvel espoir"<sup>14</sup>. M. Planchet qui, autrefois, affirmait son opposition à de Gaulle et qui, au premier tour de scrutin, a rappelé la nécessité pour Saint-Malo d'avoir "un maire dégagé de toute appartenance politique" n'a pas hésité au second tour à s'associer (en surmontant les vieilles rivalités de clans et de personnes) à des hommes de parti, héritiers du gaullisme et opposants à F. Mitterrand.

La conformité aux rythmes nationaux apparaît aussi dans la succession des thèmes qui ont dominé les campagnes pour les élections municipales à Saint-Malo. En 1967, il s'agit de voter pour "le renouveau économique, social, et l'industrialisation de Saint-Malo". Les leaders s'adressent aux agriculteurs qui restent une force politique locale importante même si leur poids économique décline rapidement : "Nous n'oublierons pas les agriculteurs ; l'agriculture est intimement liée au développement économique de la région malouine... L'agriculture doit faire partie intégrante de la nouvelle cité". Les agriculteurs font figure d'exclus de la croissance : "Richesse locale et nationale, l'agriculture spécialisée de la région malouine doit profiter plus largement à ceux qui la créent". Des solutions, largement inspirées de la politique communautaire de mécanisation, de modernisation et d'amélioration des structures sont proposées : "son expansion dépend sans dou-

---

(11) L. CHOPIER, 1977.

(12) *Ouest-France*, 23 mars 1977.

(13) *Ibid.*, 27 avril 1978.

(14) J. LEMPEREUR, 1983.

te de l'évolution des structures et des techniques, mais aussi des équipements publics tels que routes et chemins d'accès, réseaux d'adduction d'eau dans l'ensemble des zones rurales, téléphone, renforcement des réseaux électriques en fonction des équipements nouveaux<sup>15</sup>.

Pourtant de moins en moins d'enfants d'agriculteurs prennent la succession de leurs parents. La ville doit donc "offrir à notre jeunesse, et spécialement à celle de notre agriculture, les débouchés et emplois nouveaux dont elle a besoin pour son avenir"<sup>16</sup>. Tous les candidats expriment leur conviction pour la possibilité et les bienfaits d'une industrialisation qui mettrait fin à l'émigration des jeunes : toutes les vocations doivent avoir le moyen de s'épanouir sur place. Nul ne doit être contraint à l'exode, faute de trouver à s'employer", et cela ne peut se réaliser "que par l'implantation, à la base, d'un vaste ensemble industriel qui absorbe une part notable de la main-d'oeuvre disponible"<sup>17</sup>. La politique nationale de décentralisation devrait favoriser ce développement industriel local : "Profiter des aides et des encouragements de la politique d'aménagement du territoire pour permettre la transformation et l'extension des activités industrielles, commerciales et artisanales existantes et la création d'activités nouvelles afin que soient créés des emplois nouveaux pour tous, dans le cadre d'une zone industrielle réaménagée"<sup>18</sup>.

Le déclin agricole, le dynamisme démographique, l'essor des activités secondaires et tertiaires nécessitent l'établissement d'un plan d'urbanisme qui, à Saint-Malo comme ailleurs à la fin des années soixante, repose sur l'extension du tissu urbain, la rénovation du cadre bâti, la construction de quartiers périphériques d'habitat collectif : "La construction de logements (HLM d'abord) doit constituer une préoccupation prioritaire et tenir compte non seulement des demandes non satisfaites, mais aussi de celles qui résultent du développement économique (jeunes ménages, personnes seules, cadres, etc...). Aussi l'aménagement des nouvelles zones d'habitation, comme la modernisation des quartiers plus anciens, doivent-ils être poursuivis"<sup>19</sup>.

En France, et à Saint-Malo, les années soixante ont été celles de l'urbanisation, des grands ensembles, du déclin de l'agriculture, de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, des plans, et des espérances placées dans l'industrie. A partir de 1977 l'emploi reste la priorité pour les futurs édiles, une priorité maintenant exprimée dans un contexte de crise.

L'heure est au bilan : Saint-Malo qui disposait d'atouts favorables à la venue d'activités industrielles décentralisées est la seule ville bretonne de plus de 30 000 habitants à n'avoir bénéficié d'aucune implantation de ce type. La ville a beaucoup attendu de l'aide de l'Etat alors qu'aucune initiative locale individuelle ou collective ne s'est manifestée : l'industrie n'est pas partie intégrante des schémas culturels locaux et aucun maire n'y a véritablement cru. En 1977, il y a "plus de 2 850 chômeurs dans la région malouine : dramatique record pour l'Ille-et-Vilaine"<sup>20</sup>. L'urgence sociale pousse enfin les hommes politiques et les municipalités à intervenir pour créer les conditions favorables à l'impulsion.

Le thème du désenclavement apparu en 1971 prend une place croissante dans les discours. Saint-Malo souffre "d'un isolement périlleux"<sup>21</sup>. En 1977,

(15) Y. BOURGES, 1967.

(16) *Ibid.*

(17) M. PLANCHET, 1967.

(18) Y. BOURGES, 1967.

(19) *Ibid.*

(20) L. CHOPIER.

(21) E. PINÇON, 1971.

M. A. Réhel n'hésite pas à qualifier Saint-Malo de "bout du monde" pour souligner la "nécessité d'un développement important des voies de communication, dont l'axe Bretagne-Nord, pour assurer l'industrialisation et mettre fin au départ des jeunes Malouins".

En 1983, le désenclavement n'apparaît plus comme la condition *sine qua non* du développement de la ville. L'industrie, qui n'est jamais venue, est déjà du passé : le développement économique de Saint-Malo doit reposer sur des activités diverses ; tous les candidats affirment la nécessité pour les autorités locales d'intervenir dans le domaine économique. Pour J. Lempereur, la croissance économique confine au protectionnisme et à la préférence impériale : l'expansion suppose "une politique municipale qui évite de concurrencer les entreprises locales partout où on peut le faire". Pour M. Planchet, "le seul moyen de stimuler l'économie et de diminuer le chômage à Saint-Malo, c'est de concevoir de grands projets pour notre ville". Notamment, faire de Saint-Malo une véritable ville de congrès ; développer la plaisance et l'exploitation des ressources de la mer ; favoriser la venue d'entreprises moyennes dans des secteurs de pointe. Pour L. Chopier, la politique locale d'emploi passe par la protection (aide de la ville pour le maintien et le développement des entreprises locales, subventions à la flotille de pêche), par l'incitation (extension des zones industrielles, création d'ateliers-relais) et surtout par l'innovation (création de zones spécifiques, horticole et tertiaire, mise en place d'un centre municipal de promotion économique, développement de l'aquaculture...). Cette diversité des projets ne traduit-elle pas qu'au fond d'eux-mêmes les dirigeants locaux se sentent désarmés face à l'inevitable montée du chômage ?

L'emploi est présenté comme la première des priorités. Cependant, le thème de l'amélioration des conditions de vie tient une place importante dans les discours. Le retour à la nature et l'écologie, l'épanouissement du corps et de l'esprit dans le sport et les loisirs, la restauration des relations humaines dans la convivialité et la solidarité, la lutte contre l'insécurité sont de plus en plus présents au niveau national, et pas seulement en période électorale.

Localement, cela se traduit par des efforts en matière de sécurité publique (bureaux de police dans les quartiers, systèmes d'alarme... J. Lempereur), par un soutien à ceux qui ont des besoins spécifiques, personnes âgées, malades, handicapés (J. Lempereur), et par l'accent mis sur l'environnement et l'animation pour les personnes âgées (M. Planchet). Aussi par une urbanisation humaine et équilibrée (J. Lempereur) par l'aménagement de terrains "à prix compétitifs" pour les candidats à la construction (M. Planchet) et par l'amélioration des liaisons entre le centre et la périphérie pour permettre aux ménages de se loger plus facilement (J. Lempereur).

A gauche, les efforts doivent porter sur "l'intégration de tous" : les plus démunis, les handicapés, les personnes seules, la petite enfance et la jeunesse... Pour assurer l'épanouissement de ses concitoyens, L. Chopier souhaite "démocratiser un peu plus la culture en affirmant les identités propres, en développant la formation artistique, en créant de nouvelles structures d'accueil et en favorisant de nouvelles solidarités de la cité. Pour améliorer les conditions de logement, le maire prévoit l'extension de l'urbanisation, la rénovation des quartiers anciens, la construction de logements sociaux près de la mer ou dans les centres. Déjà en 1977, l'Union de la Gauche dressait le bilan des ségrégations : "plus de 1 000 demandes HLM non satisfaites ; la majeure partie de la population laborieuse refoulée vers

les quartiers périphériques, alors que le front de la mer est réservé aux plus favorisés, aux résidences secondaires et livré aux promoteurs"<sup>22</sup>.

Par la succession des maires, par l'évolution des thèmes abordés, par les divergences entre les différentes listes, Saint-Malo apparaît, vue de l'extérieur, en phase avec l'histoire nationale. Ceci se vérifie même dans l'évocation de la spécificité de Saint-Malo, sa vocation maritime et touristique. En pleine période d'expansion, en 1967, Y. Bourges pouvait dire : "Le tourisme est la vocation naturelle de notre cité en raison de son site et de son climat...C'est aussi un secteur promis à l'expansion du fait du développement des loisirs et de la transformation de la vie moderne... L'avenir, c'est la vocation maritime de Saint-Malo". Aujourd'hui, à l'heure du tourisme balnéaire international, la nature n'y suffit plus et Saint-Malo ne peut plus vendre ses plages et son soleil. Dans le cadre d'une "Bretagne tonique", les services touristiques doivent savoir proposer un tourisme plus sportif et plus culturel. L. Chopier comme M. Planchet proposent de diriger leurs efforts vers la plaisance : agrandissement du port, salon permanent et centre d'essais en mer, création d'une école de voile "qui poursuivrait la tradition des grands marins"<sup>23</sup>. L. Chopier ajoute une préoccupation propre à son parti en sollicitant une aide de l'Etat pour un tourisme social de qualité<sup>24</sup>.

Pourtant, dans peu de villes, il n'y a autant de querelles fratricides, autant d'inexorables rivalités de clans ou d'intérêts, mais aussi, sans que cela soit contradictoire, autant d'affirmation de l'unité locale dans une mentalité collective bien spécifique.

### Saint-Malo en l'Isle

La dimension locale transparaît d'abord dans l'affirmation de l'indépendance malouine.

Les forces politiques qui se manifestent au moment des élections ne sont que rarement structurées de manière continue. Dans les campagnes électorales, les réunions publiques n'interviennent que tardivement, bien après que les journaux électoraux rédigés dans le secret des états-majors aient préparé le terrain. Même les hommes de partis ne sont pas totalement inféodés aux directions nationales. L'orthodoxie de L. Chopier a été de courte durée : lors des législatives et régionales de 1986, il conduit des listes dissidentes sous l'étiquette "gauche démocratique et régionaliste".

Les Malouins accordent alors leur confiance à des hommes fortement enracinés dans la ville. Déjà contre Y. Bourges en 1967, M. Planchet disait : "notre liste tient compte uniquement de la qualité intrinsèque des personnes, de leur représentativité, de leur renommée professionnelle et locale qui vaut mieux que promesses dorées". En 1978, M. A. Réhel et B. Mousson unissent leurs efforts pour constituer une liste commune "sous la conduite d'une personnalité dont les liens authentiques avec la région et les actions témoignent de son attachement désintéressé pour Saint-Malo".

(22) L. CHOPIER, 1977.

(23) M. PLANCHET, *Ouest-France*, 24 février 1983.

(24) L. CHOPIER, *Ouest-France*, 25 février 1983.

Chacun entame alors contre son adversaire un procès de lèse-malouinité. F. Debonnet connaît le pays depuis son adolescence, habite Saint-Malo et compte y finir ses jours. B. Mousson est né dans une vieille famille de Saint-Malo où il a fait ses études au collège avant de devenir directeur d'entreprise à Paris : "à Paris, je me considère comme un travailleur immigré. Je m'y sens très nord-africain... Quand on est malouin, le pays natal colle à la peau"<sup>25</sup>. Pour ses colistiers, L. Cotteret est "un homme du pays et non un hors-venu" ; il a été le collaborateur de Guy La Chambre (ministre du gouvernement Daladier de 1938 à 1940, maire de Saint-Malo de 1965 à 1967) et il a exercé toutes ses activités publiques et privées dans l'agglomération malouine dont il connaît bien les problèmes"<sup>26</sup>. Après avoir privilégié l'esprit d'équipe en 1977, L. Chopier personnalise sa campagne en 1978 : il connaît la ville "jusqu'au moindre lopin de terre".

La dimension historique ne peut qu'être présente dans cette affirmation de l'indépendance et de l'enracinement qui atteint son paroxysme lorsque se profile la politisation des municipales. Le donjon qui abrite aujourd'hui le bureau du maire n'a-t-il pas été édifié en 1424 par le Duc de Bretagne Jean V pour surveiller la cité aux aspirations d'indépendance ? *Ni français, ni breton : malouin suis*, telle était la devise de la République malouine proclamée au moment des guerres de la Ligue en 1590. Indépendante, la ville promulgua ses lois, leva ses impôts, signa des alliances... tout en envoyant, conquérante, ses navires vers les ports du Nord et de la Méditerranée.

Lorsqu'elle n'a plus été au coeur de l'histoire, la ville s'est forgée une légende dorée qui subsiste aujourd'hui : "nous affirmons notre volonté de redonner à notre cité la place qui lui convient"<sup>27</sup>. Le thème de l'unité malouine consolidée par le passé prestigieux de la ville est surtout exploité par ceux qui se disent apolitiques, des rassembleurs face aux partis qui diviseraient et étoufferaient les Malouins. Après le rétablissement du conseil municipal dans ses fonctions en 1977, M. A. Réhel écrit : "la victoire que nous venons de remporter est celle de la population malouine qui nous a soutenus et manifesté sa confiance. Le sentiment qui domine en nous aujourd'hui est celui de la reconnaissance au peuple malouin. Il a su nous insuffler son énergie, sa volonté de retrouver sa fierté bafouée".

Il est alors tentant d'exalter la grandeur des Malouins pour se faire élire :

"Malouines, Malouins,

Notre ville, qui est pour tous les visiteurs le symbole de la liberté, ne peut tomber entre les mains d'une équipe prisonnière de directives autoritaires.

Notre ville, qui est le symbole de l'honneur, se confiera-t-elle à une équipe déloyale dans son combat électoral ?

Notre cité, qui a fourni tant de grands hommes à l'Histoire nationale, est-elle si pauvre en hommes d'action aujourd'hui qu'elle doive recourir à des hommes de l'extérieur ?

Certaine que notre liste représente mieux qu'une autre l'ensemble des aspirations de nos concitoyens, notre équipe continue le combat, pour assurer au peuple malouin son indépendance, sa fierté, sa liberté"<sup>28</sup>

Cette unité, cette fierté des Malouins qui n'ont de leçon à recevoir de personne, ce passé prestigieux sont donnés en spectacle au monde extérieur et aux Malouins eux-mêmes par l'intermédiaire du culte collectif des ancêtres : "les funé-

(25) *Ouest-France*, 31 janvier 1977.

(26) *Ouest-France*, 18 mai 1978.

(27) E. PINÇON, 1971.

(28) M. A. REHEL, 1967.

railles de Chateaubriand (en juillet 1848) constituent le premier temps fort, éminemment symbolique, de cette auto-célébration du passé, fastueuse cérémonie réunissant municipalités libérales et parentés légitimistes dans un concours immense de prêtres et de bannières..." 1848, année de révolution et de lutte de classes ; "à Paris on s'entretue ; à Saint-Malo on communique dans la commémoration (nous sommes en juillet 1848). Consensus étonnant qui révèle le caractère propitiatoire de la cérémonie... Ce syndrome commémoratif est à la fois rituel collectif de compensation et véritable fuite en arrière pour échapper à un déclin plus ou moins clairement ressenti"<sup>29</sup>.

S'y ajoute aujourd'hui la dimension économique avec l'affirmation de la vocation touristique de Saint-Malo : d'année Jacques Cartier en année Charcot et en course du Rhum, Saint-Malo peut-elle vivre de son passé et de son image ? "Qu'on ne s'y trompe pas, l'impact médiatique est tel que durant toute la course Saint-Malo fera partie de l'actualité internationale et notre ville, avec toute la dynamique marine qui l'environne, a tout à y gagner"<sup>30</sup>.

La référence ostensible à l'unité du peuple malouin, à son indépendance, sa fierté, sa liberté, occulte une réalité, celle de la division profonde de Saint-Malo, de l'affrontement des clans, des partis, des intérêts. L'électorat de chacun des candidats est très différent. L'étroite relation entre les votes et les structures sociales de la ville n'est pas surprenante ; mais l'importance des écarts l'est : elle traduit l'ampleur des contrastes sociaux. A la Découverte, L. Chopier a recueilli 81,3 % des suffrages exprimés en 1978 et 71 % en 1983 ; à Rothéneuf son score a été de 31,2 % en 1978 et 26,1 % en 1983. Les électeurs de la Découverte viennent essentiellement d'un grand ensemble à dominante ouvrière construit dans les années soixante ; Rothéneuf est un quartier résidentiel aisé de bord de mer à forte implantation d'artisans, commerçants, professions libérales, cadres en activité ou retraités.

Les contrastes extrêmement marqués entre les quartiers ne font pas oublier les conflits de clocher. En 1967, Y. Bourges disait à chacun : "La personnalité, le caractère propre, les traditions, les manifestations, les structures de chacune des trois cités ne doivent pas disparaître. C'est au contraire dans le respect du passé et de l'originalité de chacune que doit se développer et s'épanouir la ville nouvelle, fière héritière de ses aînés". La fusion n'a été possible que lorsque le déclin démographique a annihilé le complexe de supériorité de l'habitant d'intra-Muros ; elle n'a pas mis fin à des rivalités anciennes dans une ville tricéphale.

Paramé est née du tourisme entre 1865 et 1885 ; la scission entre Saint-Malo et Saint-Servan date de la Révolution. Cet éclatement, facteur d'affaiblissement, de gaspillages, de luttes de prestige, a empêché la réalisation des équipements nécessaires pour une véritable modernisation (notamment de l'outil portuaire). La fusion aurait dû apporter les atouts pour une renaissance de Saint-Malo. L'existence d'un tempérament politique forgé dans une histoire remplie de querelles violentes et durables, dans le souvenir de la grandeur passée, dans un esprit frondeur et indépendant n'a pas permis de dépasser les clivages et d'ancrer Saint-Malo dans les dynamismes nationaux.

La ville nouvelle d'Y. Bourges n'est pas encore née. Mondialement connue, Saint-Malo est de plus en plus à la traîne. Elle vit aujourd'hui une situation dramatique qui pousse le maire à lancer un S.O.S. : "Au seuil d'un automne bien in-

(29) R. DUPUY et A. LESPAGNOL, *Histoire de Saint-Malo*, p. 234.

(30) *Saint-Malo informations*, n° 11, octobre 1986).

certain, il n'est pas de miracle à attendre, et il semble que nous n'ayons à compter que sur nos seules forces, dans un combat où l'enjeu n'est rien moins que la survie d'une région toute entière. Envers et contre tout, je ne puis croire que le pays qui a donné au monde l'exemple du courage, de l'audace et de la volonté, puisse sombrer corps et biens dans la tempête, fût-elle impitoyable. C'est cet espoir qu'aujourd'hui, contre vents et marées, je souhaite vous faire partager. Il n'est qu'un petit bateau et la mer est si grande, mais à son mât flotte le plus beau pavillon du monde. Celui de Saint-Malo"<sup>31</sup>.

Les mécanismes de la Cinquième République conduisaient nécessairement à la bipolarisation (élection au suffrage universel du Président de la République, scrutin uninominal...). Dans ce contexte, les scrutins locaux ont peu à peu acquis une dimension politique nationale, et l'exacerbation de l'affirmation des spécificités locales en 1977 et 1978 n'a peut-être été qu'un baroud d'honneur face à cette polarisation. Dans l'affirmation de l'indépendance malouine et de l'enracinement des élus, aucun Malouin n'était parvenu, depuis Guy La Chambre, à se faire élire député ou sénateur. Pourtant, peu à peu, le local est devenu la première étape de la conquête du pouvoir national. Pour R. Couanau, l'élection de F. Mitterrand à la Présidence de la République a été un de ces moments "où on ne peut se contenter de participer à la vie politique uniquement dans les coulisses"<sup>32</sup>. Il abandonne alors ses hautes fonctions administratives (il était jusqu'alors responsable des écoles au ministère de l'Éducation) pour revenir au pays. Son élection comme premier adjoint de Saint-Malo en 1983 a pour lui été un tremplin vers le Conseil Régional puis l'Assemblée Nationale où il siège depuis mars 1986.

Par leur vote aux différents scrutins locaux et nationaux, les électeurs malouins montrent peut-être qu'ils ont compris la nécessité de s'intéresser davantage aux enjeux politiques et économiques nationaux qu'aux querelles locales. La fin du consensus et donc du décalage entre les comportements politiques et les réalités sociales, tant à l'échelle de la ville qu'à celle des quartiers, laisse de moins en moins place à l'expression des spécificités locales. Dans ce cas, l'appel au secours du maire actuel pourrait traduire la survivance des vieux démons malouins et leur déphasage face à un électorat confronté à d'énormes difficultés sociales et conscient du déclin local. A moins qu'il ne s'agisse d'un combat d'arrière-garde face à un adjoint qui monte de plus en plus en première ligne, convaincu du soutien de cet électorat devenu moins sensible aux flatteries et pour qui la légitimité ne serait plus locale mais nationale.

---

(31) Editorial de M. PLANCHET, *Saint-Malo informations*, n° 11, octobre 1986).

(32) R. COUANAU, *Ouest-France*, 24 mars 1986.

RESUME.- La fusion en 1967 des communes de Saint-Malo, Saint-Servan, Paramé inaugure une histoire municipale mouvementée dans laquelle interfèrent la polarisation politique nationale, des héritages culturels et des résistances à la polarisation des scrutins locaux. Seules une connaissance intime du milieu local et la lecture des discours permettent d'expliquer la virulence des batailles politiques locales et de comprendre la complexité des relations entre débats et enjeux nationaux d'une part, comportements des électeurs et des candidats de l'autre.

ABSTRACT.- The 1967 unification of Saint-Malo, Saint-Servan, and Paramé began an eventful period of municipal history, involving the conflicting effects of national politics, cultural traditions and resistance to politicized local ballots. One cannot explain the intense local political struggles, nor understand the complex link between national issues and debates on the one hand, and the attitudes of candidates and voters on the other, without an intimate knowledge of the local political environment and careful reading of the speeches.

RESUMEN.- La fusion en 1967 de los municipios de Saint-Malo, Saint-Servan, Paramé inaugura una historia municipal agitada, en la que interfieren la polarización política nacional, herencias culturales y resistencias a la polarización de las elecciones locales. Únicamente un conocimiento íntimo del medio y la lectura de los discursos permiten explicar la virulencia de las batallas políticas locales y comprender la complejidad de las relaciones entre debates y juego político nacional por una parte, y comportamiento de los electores y de los candidatos por otra.